

Appel à contributions pour le numéro 33 de la revue française Eurorient

Turquie

« Passages et frontières de la nouvelle politique extérieure turque Entre le mythe européen et la nostalgie ottomane »

Sous la direction de **Emel Parlar Dal**

Au cours des deux dernières décennies, la politique extérieure turque a connu des mutations très profondes. Les premières années de l'après guerre froide ont été caractérisées- par une prise de conscience de ses atouts et de ses contraintes. Le démembrement de l'Union soviétique et la disparition de la menace communiste ont en effet contribué à la multiplication des choix pour Ankara. La politique extérieure traditionnelle de la Turquie, orientée vers l'Occident et basée sur la sécurité, ne pouvait plus rester en vigueur. La Turquie se retrouvant entourée par de nouveaux Etats indépendants a dû reformuler ses nouvelles frontières et passages. Cette nouvelle politique extérieure plus diversifiée nécessitait la revalorisation de la place géostratégique de la Turquie autour d'une nouvelle géopolitique aussi bien réelle qu'imaginaire à l'usage des dirigeants politiques turcs de l'époque. L'emploi régulier par ces derniers de la métaphore de "pont" entre l'Occident et l'Orient depuis la seconde moitié des années 1990 pour accentuer l'identité dualiste de la politique extérieure turque ainsi que l'identité "hybride" ou "entre les deux" de la Turquie est donc devenu la caractéristique la plus importante de la politique extérieure turque des années 90.

La Guerre du Golfe qui éclata en 1991 fut révélatrice dans le sens où les Etats-Unis et les puissances occidentales continuèrent à jouer leurs rôles de régulateur et d'être les principaux acteurs de la scène internationale qui détermineraient le cours des événements internationaux. Les premières années de l'après-guerre froide ont été également marquées par la réémergence de l'Europe comme grande puissance politique et économique, promotrice de nouveaux changements dans le système international à travers notamment sa politique d'élargissement vers l'est de l'Europe.

La prise de conscience par la diplomatie turque des atouts géopolitiques de sa géographie nouvellement construite a été accélérée par la décision européenne de l'octroi à Ankara du statut de candidat à l'UE en 1999. L'année 1999 constitua donc un tournant important. Cependant, la période post-Helsinki ne fut pas sans problème pour la Turquie, qui s'était engagée à effectuer une série de réformes "européennes" à un rythme accéléré. Un an après l'ouverture des négociations en octobre 2005, les relations turco-européennes sont entrées dans une impasse. Le Conseil européen suspendit en effet, partiellement, les négociations en décembre 2006 suite au refus turc d'ouvrir ses ports et son espace aérien à la République de Chypre. Ce refus était lui-même motivé par le maintien de l'embargo de l'UE à l'égard des Chypriotes turcs. Dès lors, les relations entre Ankara et Bruxelles ont pris un tour ambigu, certains pays européens haussant leurs critiques sur le principe d'une éventuelle adhésion de la Turquie dans l'UE.

Les attentats du 11 septembre 2001 contribuèrent aussi au changement d'axe de la politique extérieure turque, de l'interdépendance à l'autonomie. Les guerres contre le terrorisme, déclenchées par les Etats-Unis d'abord en Afghanistan, ensuite dans l'Irak de Saddam Hussein, ont à nouveau fait converger les perceptions de sécurité d'Ankara et de Washington. Cependant, avec le rejet par le Parlement turc de la motion du 1^{er} mars 2003 pour le transit des soldats américains à travers le territoire turc vers l'Irak, les relations entre les deux pays se sont

considérablement détériorées. D'autres événements marquants comme ceux de Suleymanie et la recrudescence des attaques terroristes du PKK sur le sol turc ont élargi la brèche dans les relations turco-américaines. La période d'après Saddam a été également marquée par le changement des équilibres au Moyen-Orient en faveur des Etats-Unis et par l'accélération du processus des réformes européennes dans le pays. Aujourd'hui il paraît clair que la doctrine « profondeur stratégique » d'Ahmet Davutoğlu, ex-consultant du premier ministre- Recep Tayyip Erdoğan et ministre des affaires étrangères depuis 2009, vise à recadrer la politique extérieure turque sur les territoires ex-ottomans.

A partir de ce court bilan de deux décennies, nous invitons des chercheurs/chercheuses turcs ou non-turcs à réfléchir sur les atouts et défis de la politique extérieure turque d'aujourd'hui. Le numéro de la revue française Eurorient à paraître printemps 2011, coordonné par Emel Parlar Dal (PhD, chargée de cours à l'Université de Marmara, Istanbul, Turquie et chercheuse post doctorante à l'IHEID/The Graduate Institute/Geneva pour l'année 2010/2011) acceptera des articles contenant les **trois principaux axes de recherche** suivants.

1^{er} axe de recherche : « *Des anciennes traditions géopolitiques à une nouvelle politique extérieure turque : identité(s), sécurité, géographie, pouvoir* »

- Est-ce qu'aujourd'hui l'identité occidentale ou européenne de la Turquie occupe encore une place privilégiée dans la formulation de la politique extérieure turque ?
- Dans quels paradoxes identitaires la politique extérieure turque se trouve-t-elle aujourd'hui ? Peut-on parler d'un choc des cultures sécuritaires entre le traditionnel et l'émergent ?
- Dans la période post-11 septembre, quels sont les points de convergence et de divergence entre les perceptions de sécurité de la Turquie et celles, d'une part, des Etats-Unis et celles, d'autre part, de l'Union européenne ?
- Est-ce que la nouvelle politique extérieure turque constitue une véritable rupture avec les anciens imaginaires géopolitiques de la Turquie ?
- Quel rôle différencié la géographie et l'histoire jouent-elles dans la nouvelle géopolitique turque "élargie" d'Ahmet Davutoğlu, actuel ministre des affaires étrangères ? La doctrine de la "profondeur stratégique" de Davutoğlu à laquelle est très souvent prêtée l'étiquette de néo-ottomanisme constitue-elle un changement ou une complémentarité avec le renouveau diplomatique d'Ismail Cem, ancien ministre des affaires étrangères turc pendant la période 1999-2002, qui aspirait également à valoriser la place géostratégique de la Turquie en exerçant un activisme régional et une politique extérieure multidimensionnelle dans le voisinage immédiat de la Turquie ?
- Dans quelle mesure les nouveaux vecteurs de la politique extérieure turque de Davutoğlu influenceraient-ils l'état actuel des relations entre centre et périphérie et les relations entre le pouvoir politique et la bureaucratie civilo-militaires en Turquie ?

2^{ème} axe de recherche : « *La politique extérieure turque d'aujourd'hui entre ses anciens alignements et son nouveau voisinage : opportunités et défis* »

- Est-ce que les relations turco-américaines viennent de changer de paradigme ou de connaître une transformation profonde depuis l'arrivée de Barack Obama au pouvoir en 2009 ?
- Sept ans après le rejet par le Parlement turc de la motion du 1^{er} mars 2003 pour le transit des soldats américains sur le territoire turc vers l'Irak, peut-on réellement parler aujourd'hui d'une normalisation des relations turco-américaines ? Le facteur "kurde" ou "du Nord de l'Irak" continue-t-il encore à être un point de rupture dans les relations entre Ankara et Washington ?

Les divergences de point de vue entre Ankara et Washington sur le dossier nucléaire Iranien donnent-elles aujourd'hui des signes d'éventuels désaccords entre les deux pays dans un avenir proche ?

- Sur quels points les perceptions de sécurité et de menaces de la Turquie dans la période post-Saddam diffèrent-elles de celles des Etats-Unis ?

- Dans quelle mesure le renouveau diplomatique "activiste" exercé par la Turquie d'aujourd'hui dans son voisinage, plus particulièrement au Moyen-Orient et dans le Caucase, influencerait-il le cours et la quintessence des relations turco-américaines ? Est-ce qu'aujourd'hui le facteur « européen » continue à occuper encore une place centrale dans l'avenir des relations turco-américaines ?

- Quels sont les principaux obstacles que rencontreront ces dernières années l'Europe et la Turquie, sur le plan intérieur et sur le plan extérieur, dans le cheminement turc vers l'Europe ?

- Est-ce que le nouvel activisme régional de la politique extérieure turque sur la géographie ex-ottomane, notamment au Moyen-Orient, est compatible avec la vocation européenne de la Turquie ? Est-il possible, pour la Turquie, de combiner son rôle de puissance souple et de leader dans sa région avec son statut de candidat à l'UE, ainsi qu'avec son projet d'intégration européenne ? Quelles sont les implications géopolitiques de l'activisme de la diplomatie turque sur le triangle Washington-Ankara-Bruxelles ?

- Quel rôle la Turquie pourrait-elle jouer dans la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE ? Quelles sont les réticences turques vis-à-vis de la politique européenne de voisinage lancée en 2004 et du nouveau projet européen de "l'Union pour la Méditerranée" lancée en 2008 à l'initiative du président de la République française, Nicolas Sarkozy ?

3^{ème} axe de recherche : « Le "décalage" des réalités régionales complexes de la politique extérieure turque vers le Moyen-Orient, le Caucase, la Méditerranée et les Balkans »

- Le nouvel activisme régional (ou néo-activisme ou encore, pour certains observateurs, le néo-ottomanisme de la diplomatie turque actuelle) est-il un choix rationnel et indispensable pour les dirigeants politiques turcs d'aujourd'hui ?

- La nouvelle politique extérieure turque, reformulée à travers la nouvelle géopolitique de son architecte, le ministre des affaires étrangères turc, le Professeur Ahmet Davutoğlu, a-t-elle réussi à augmenter la valeur ajoutée stratégique de la Turquie aux yeux de ses alliés traditionnels tels que les Etats-Unis et les pays membres de l'OTAN et de l'UE, ainsi qu'aux yeux des autres pays de la région ou, au contraire, est-ce que cette nouvelle diplomatie d'Ankara a élargi la distance existant entre la Turquie et l'UE ?

- La politique extérieure turque d'aujourd'hui voit-elle son choix entre l'Occident et l'Orient comme un grand dilemme ou, au contraire, un tel raisonnement n'est-il qu'une "légende de la ville" ?

- S'agit-il d'un véritable décalage de la politique extérieure turque d'aujourd'hui de l'Occident vers l'Orient, plus particulièrement vers le Moyen-Orient, ou au contraire la politique extérieure turque actuelle n'est-elle tout simplement qu'un "équilibre doux" de la politique extérieure traditionnelle de la Turquie, qui s'était alignée davantage en direction de l'Occident qu'en direction de l'Orient depuis la fondation de la République ?

- Comment les relations turco-iraniennes se dérouleront-elles à l'épreuve du nucléaire ? Quel est le poids des Etats-Unis et de l'UE sur le déroulement des relations entre Ankara et Téhéran dans la période de l'après 11 septembre ?

- Quels sont les principaux facteurs de rapprochement entre la Turquie et la Russie qui ont réussi à construire ensemble une nouvelle relation bilatérale depuis 2003, après des siècles de rivalité géopolitique ? Comment expliquer la mutation de cette relation bilatérale depuis 2003 ?

- Sur quels points les intérêts russes et turcs convergent et divergent-ils dans la région du Caucase, zone de compétition ouverte entre la Russie et la Turquie pendant plusieurs décennies, de l'époque impériale aux années 1990 en passant par la guerre froide ?
- S'agit-il d'une véritable politique méditerranéenne de la Turquie face aux nouveaux développements effectués dans cette région, tels que l'établissement de l'Union pour la Méditerranée en 2008 avec la participation de tous les pays membres de l'UE et des pays participant au Partenariat euro-méditerranéen?

Les propositions d'articles (en français ou exceptionnellement en anglais), d'une longueur maximale de 500 mots (sous format word) et accompagnés d'un CV, devront parvenir à Emel Parlar Dal (emelparlar@yahoo.com) et à Ata Ayati(ataayati@yahoo.fr) coordinateur de la Revue, **avant le 30 juillet 2010.**

Les articles ne devront pas excéder 6000 mots. Ce total doit inclure 1° les notes de bas de page, 2° une bibliographie par ordre alphabétique en fin d'article, 3° un résumé en français et en anglais (pour les articles en anglais, veuillez noter que les résumés français seront traduits par l'éditeur).

La date prévue de la publication

- Juillet et Août 2010 : recueil des propositions préliminaires et accord de principe
- Jusqu'en octobre 2010 : Envoi d'une première version de l'article et allers-retours
- Jusqu'à décembre 2010 : envoi des articles après mise au point
- Fin 2010 : mise au net du dossier
- Printemps 2011 : parution de la revue